

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MARDI 05 AVRIL 2011

DINSDAG 05 APRIL 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 22 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de M. Anthony Dufrane à la ministre de l'Intérieur sur "le débriefing de la police de Charleroi concernant les incidents qui ont émaillé la rencontre de football Charleroi-Standard" (n° 3664)

01.01 Anthony Dufrane (PS): Suite aux incidents qui ont émaillé la rencontre de football Charleroi-Standard du 12 mars dernier, un débriefing devait avoir lieu à la police de Charleroi.

Qu'est-il ressorti de cet échange de vues? Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour éviter la répétition d'événements similaires?

01.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Un débriefing a eu lieu le 23 mars 2011 à la police de Charleroi en présence des services concernés. Sur la base des individus déjà identifiés, on peut s'attendre à une cinquantaine de procès-verbaux dressés pour infractions à la loi Football. Des procès-verbaux judiciaires seront établis pour dégradations aux infrastructures du stade. L'auteur du jet d'un feu de Bengale a été identifié.

La cellule Football et le club de Charleroi prendront des mesures afin d'exclure les auteurs de troubles. Mes services insistent sur l'importance des contrôles, notamment aux entrées du stade, lors de la réunion de coordination pour les play-off. Une vigilance particulière a été sollicitée dans l'observation des groupes cibles par les systèmes de caméras, spécifiquement aux moments-clefs du match. L'UEFA s'attaquera à la question des objets pyrotechniques lors d'une prochaine réunion. La situation tendue entre certains groupes de supporters de Charleroi et la direction du club a été prise en considération dans l'analyse de risques pour les play-off 3. Je plaide en faveur de la suppression des grillages vers les terrains, comme c'est déjà le cas dans 75 % des clubs.

01.03 Anthony Dufrane (PS): Pourrez-vous nous transmettre le rapport de la réunion qui aura lieu avec l'UEFA?

01.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Je vous l'enverrai dès que nous aurons les résultats.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 3641 de Mme Almaci et 3769 de Mme Detiège sont reportées.

02 Questions jointes de

- Mme Myriam Delacroix-Rolin à la ministre de l'Intérieur sur "les recommandations du Médiateur fédéral concernant le vote des Belges à l'étranger" (n° 3792)

- M. Damien Thiéry à la ministre de l'Intérieur sur "la recommandation du rapport annuel 2010 du Médiateur fédéral concernant le vote des Belges résidant à l'étranger en cas d'élections législatives fédérales anticipées" (n° 3845)

02.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Dans ses recommandations de 2010, le Médiateur fédéral suggère que le Code électoral soit adapté pour que le vote des Belges résidant à l'étranger se déroule sans encombre en cas d'élections législatives fédérales anticipées.

Si l'article 180 du Code électoral prévoit que l'obligation de vote aux élections législatives fédérales vaut également pour les Belges résidant à l'étranger, ces derniers doivent, à chaque élection, demander leur inscription sur les listes électorales. Le Code électoral ne comporte aucune règle spécifique pour les élections anticipées.

Pensez-vous que cette question doit être résolue via le processus législatif ou avez-vous l'intention de prendre des dispositions afin de répondre aux recommandations du Médiateur fédéral?

02.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'article 180bis, § 6, du Code électoral fait référence à l'article 106 du même Code relatif à la dissolution des Chambres, qui s'applique en cas d'élections anticipées. Dans ce cas, la liste des électeurs belges résidant à l'étranger est arrêtée le quinzième jour précédant celui de l'élection; toutes les opérations relatives au formulaire d'inscription des électeurs belges à l'étranger doivent être accomplies avant ce quinzième jour.

Pour ce qui concerne l'organisation des élections des Belges à l'étranger, c'est mon collègue des Affaires étrangères qui est compétent. Je partage votre souci d'améliorer cette procédure. Cette question sera examinée dans le cadre de la révision du Code électoral.

02.03 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): Lors des élections du 13 juin dernier, de nombreux Belges résidant à l'étranger n'ont pu exercer leur droit de vote.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Kattrin Jadin au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la possible utilisation des robots dans les centrales nucléaires belges dans le cadre d'un renforcement de la politique de sécurité du nucléaire" (n° 3796)

03.01 Kattrin Jadin (MR): Le 21 mars, l'autorité de sûreté nucléaire des États-Unis a tenu une réunion sur les enseignements de la crise nucléaire au Japon. Une de ses conclusions était qu'il serait opportun d'installer systématiquement des robots capables d'intervenir en cas d'accident grave. Ces robots ont l'avantage de pouvoir survivre aux radiations. La France possède une flotte robotisée. Ni le Japon, ni les États-Unis n'ont jugé utile de s'équiper d'un tel système.

Avez-vous déjà pu vous renseigner sur l'opérabilité d'un tel système pour la Belgique? Quel en serait le coût?

03.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): L'industrie nucléaire a depuis longtemps recours à des robots dans le cadre d'inspections, notamment dans des endroits où une intervention humaine n'est pas souhaitable.

La Belgique ne dispose pas de robots pour des interventions post-accident mais ceux-ci sont disponibles en France. Il existe aux niveaux européen et international divers mécanismes d'aide auxquels notre pays peut faire appel en cas de catastrophe nucléaire.

L'Union européenne possède également un mécanisme de coopération renforcée entre les États membres mais qui fonctionne également pour les États tiers dans le cadre des interventions de secours, le mécanisme de coopération pour la protection civile (MIC). Néanmoins, seuls sont prévus des modules d'intervention en cas d'attaque terroriste de nature chimique, biologique, radiologique et nucléaire. Rien n'est prévu en cas d'incident nucléaire dû à des circonstances naturelles.

J'ai proposé à la Commission européenne qu'elle examine la possibilité d'introduire l'incident nucléaire dans les scénarios de référence prioritaires. Sur cette base, les États membres identifieraient les moyens et capacités qu'ils peuvent mettre à la disposition d'autres États membres. L'ensemble de ces moyens constituerait une sorte de boîte à outils virtuelle qui deviendrait réelle en cas d'incident majeur. Les robots pourraient faire partie de cette boîte à outils.

03.03 Kattrin Jadin (MR): Il faudrait s'intéresser de plus près à ce système qui a fait ses preuves en France parce qu'il pourrait renforcer les dispositifs existants et la sécurité de nos centrales.

L'incident est clos.

04 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "le rapport de sécurité de l'Autorité de Sécurité Nucléaire française qui pointe des problèmes à la centrale de Chooz en matière d'environnement et de sécurité" (n° 3824)

04.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Dans son rapport annuel 2010 sur l'état de la sûreté nucléaire en France, l'Autorité de Sécurité Nucléaire française (ASN) a pointé le fait que, concernant la maintenance ou le remplacement des composants, certaines opérations n'ont pas été assez anticipées par EDF. Quatre centrales ont été mises en exergue comme étant en retrait par rapport à 2009 sur les règles d'exploitation et la protection de l'environnement, parmi lesquelles la centrale de Chooz, pour laquelle des problèmes sont soulignés en matière d'environnement.

Qu'est-ce qui est visé par l'ASN lorsqu'elle pointe les "nombreux événements relatifs à la maintenance qui ont mis fréquemment en cause la préparation des activités voire la compétence des équipes de maintenance", "des déformations d'assemblage, des difficultés lors des opérations de manutention de combustible et des blocages de grappe" et "les décisions en matière de rejet qui n'ont pas été pleinement intégrées par l'exploitant"? Quelles réponses ont-elles été mises en œuvre à la suite de ces constats?

Une réunion des autorités de sécurité nucléaires belge et française est-elle prévue à court terme pour aborder ces problèmes? Les autorités belges seront-elles associées au *stress test* de la centrale de Chooz? Combien de fois la commission locale de l'information de Chooz s'est-elle réunie depuis 2009? Quelles sont les autorités locales belges qui y sont invitées? Y étaient-elles présentes? Quand aura lieu la prochaine réunion?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Un groupe de travail franco-belge sur la sûreté des installations nucléaires se réunira à Paris le 27 mai 2011 et la situation à Chooz figure à son ordre du jour. Les deux autorités de sûreté ont conclu un accord de coopération.

Les représentants des deux autorités de sûreté se rencontrent lors de forums européens ou internationaux. C'est à ce niveau qu'est défini le concept des stress tests des centrales nucléaires. La participation d'inspecteurs de l'AFCN aux inspections de l'ASN est pratique courante. En 2010, la centrale Chooz-B a reçu vingt inspections, dont deux de façon inopinée. Les lettres de suite de ces inspections sont publiées sur le site internet (www.asn.fr).

La centrale a deux mois pour apporter des réponses aux remarques et exposer les actions qu'elle a entreprises. Le rapport annuel de l'ASN contient un commentaire concis pour chaque centrale nucléaire française. Les centrales nucléaires situées à l'extérieur des frontières ne relèvent pas directement de ma compétence.

Afin de renforcer la coopération internationale et la transparence, le groupe de travail sur les conventions internationales en matière de sécurité nucléaire se réunit également à côté des réunions du groupe de travail franco-belge. La cinquième réunion d'examen de la Convention sur la sûreté nucléaire se déroulera ce mois-ci à Vienne. La question de la maintenance des centrales nucléaires françaises est abordée dans le rapport national que les autorités françaises ont rédigé en prévision de cette évaluation (rapport disponible lui aussi sur le site web de l'ASN).

La déformation de certains éléments du combustible usé entraînant le blocage d'une barre de contrôle a été discutée lors de la dernière réunion du groupe franco-belge.

L'AFCN n'est pas associée à la commission de l'information locale à Chooz. Le gouverneur de Namur et les bourgmestres des environs sont, néanmoins, membres de ce comité.

04.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je regrette votre manque de précision. Le rapport de l'ASN pointe pourtant des problèmes précis de maintenance, des problèmes mécaniques et des problèmes de rejets. Le

fait que la réunion du groupe de travail franco-belge n'ait lieu que le 27 mai m'inquiète également.

J'ai été choqué par les propos des gestionnaires de la centrale de Chooz dans la presse, arguant notamment que le risque principal pour les travailleurs était de tomber dans l'escalier.

Les autorités belges semblent être peu présentes aux réunions de la commission locale de l'information de Chooz alors que cela concerne des dizaines de milliers de nos concitoyens.

L'incident est clos.

05 Question de M. Laurent Devin à la ministre de l'Intérieur sur "les mesures de sécurité prises lors des matchs de play-off et l'arrêté royal en matière de sanctions infligées aux auteurs de troubles lors de matchs de football" (n° 3825)

05.01 Laurent Devin (PS): La phase des play-off vient de débiter. Les grandes équipes et les groupes de supporters vont se rencontrer dans un climat de tension.

Quelles sont les mesures de sécurité particulières prises à l'occasion de cette phase finale de championnat? L'arrêté royal relatif aux sanctions infligées aux auteurs de troubles lors de matchs de football a-t-il déjà été pris? À propos de cet arrêté, l'interdit de stade devra-t-il se présenter au commissariat le plus proche de son domicile ou du club qu'il ne peut plus fréquenter? Quelle est la durée de cette sanction? La personne concernée pourra-t-elle ne pas se présenter pour cause, par exemple, de vacances à l'étranger?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Dès la fixation du calendrier, la cellule football a organisé des réunions avec les clubs et les services de police concernés afin de coordonner la sécurité lors des play-off. De cette manière, les services de police et les clubs sont en contact permanent.

L'arrêté royal en question n'est pas encore entré en vigueur mais le choix a été fait de donner priorité à l'application de la loi "football".

La personne devant se présenter à un poste de police devra le faire lors de chaque match de son club, au plus tôt 45 minutes après le début de la rencontre et au plus tard avant la fin de la rencontre. Il s'agit d'un poste de police à proximité de son domicile ou, le cas échéant, de sa résidence. Une preuve de présentation sera délivrée.

Une procédure est prévue pour les cas de motifs valables d'absence comme, par exemple, des vacances.

L'obligation administrative de se présenter à un poste de police a une durée maximale de trois mois.

L'incident est clos.

06 Question de M. Laurent Devin à la ministre de l'Intérieur sur "la verbalisation des policiers pendant leur mission" (n° 3826)

06.01 Laurent Devin (PS): Certains policiers sont amenés à utiliser leur voiture personnelle dans l'exercice de leurs fonctions. Les parkings étant souvent payants, les policiers doivent remettre de l'argent dans les machines toutes les heures car certaines n'acceptent plus de monnaie au-delà de deux heures.

Avez-vous déjà entendu parler de ce problème qui se pose aussi pour le disque de stationnement? Et avez-vous réfléchi à des solutions? Ne pourrait-on pas envisager une carte spéciale pour les policiers en intervention avec leur voiture personnelle?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Je suis au courant du problème, qui se pose notamment pour la zone de police de Bruxelles-Nord et la PJF Bruxelles. Comme tout civil, ils sont obligés de payer une redevance pour stationner leur voiture sur la voie publique.

L'encaissement des redevances de stationnement ne relève pas de ma compétence. Les corps de police concernés doivent s'adresser aux autorités communales pour trouver des solutions. Lorsqu'il s'agit

d'enquêteurs en intervention ou en audition, de tels frais sont remboursés.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 10 h 53.

De vergadering wordt geopend om 10.22 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van de heer Anthony Dufrane aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de debriefing van de politie te Charleroi met betrekking tot de incidenten die de voetbalwedstrijd Charleroi-Standard hebben ontsierd" (nr. 3664)

01.01 Anthony Dufrane (PS): Naar aanleiding van de incidenten die op 12 maart de voetbalwedstrijd Charleroi-Standard ontsierden, diende de politie van Charleroi een debriefing te organiseren.

Wat is er bij die gedachtewisseling uit de bus gekomen? Werden er specifieke maatregelen genomen om een herhaling van dergelijke gebeurtenissen te voorkomen?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Op 23 maart 2011 vond er bij de politie van Charleroi in aanwezigheid van de betrokken diensten een debriefing plaats. In het licht van het aantal personen dat al geïdentificeerd werd, kunnen we ervan uitgaan dat er een vijftigtal processen-verbaal zullen worden opgemaakt wegens overtredingen van de voetbalwet. Er zullen ook gerechtelijke pv's worden opgemaakt voor de beschadiging van de infrastructuur van het stadion. De supporter die met Bengaals vuur gegooid heeft, kon worden geïdentificeerd.

De Voetbalcel en voetbalclub Charleroi zullen maatregelen nemen om de heethoofden te weren. Op de coördinatievergadering met betrekking tot de play-offs hebben mijn diensten gehamerd op het belang van de controles, in het bijzonder aan de ingangen van de stadions. Gevraagd werd om de camerabeelden van de doelgroepen bijzonder waakzaam te observeren, vooral dan op sleutelmomenten van de wedstrijd. De UEFA zal zich op een volgende vergadering over de vuurpijlenkwestie buigen. De gespannen verhoudingen tussen bepaalde supportersgroepen van Charleroi en de directie van de voetbalclub werden meegenomen in de risicoanalyse voor play-off 3. Ik pleit voor het weghalen van de afrasteringen vlak voor het veld. Die werden bij 75 procent van de clubs al verwijderd.

01.03 Anthony Dufrane (PS): Kan u ons het verslag bezorgen van de vergadering met de UEFA?

01.04 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Ik zal u een en ander bezorgen zodra wij over de resultaten beschikken.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 3641 van mevrouw Almaci en 3769 van mevrouw Detiège worden uitgesteld.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Myriam Delacroix-Rolin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbevelingen van de federale ombudsman met betrekking tot de stemming van de Belgen die in het buitenland verblijven" (nr. 3792)

- de heer Damien Thiéry aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de aanbeveling van de federale ombudsman in het jaarverslag 2010 betreffende de deelname van de Belgen in het buitenland aan vervroegde verkiezingen voor de federale wetgevende kamers" (nr. 3845)

02.01 Myriam Delacroix-Rolin (cdH): In het jaarverslag 2010 beveelt de federale ombudsman aan om de nodige aanpassingen aan te brengen in het Kieswetboek zodat ook in het geval van vervroegde verkiezingen voor het federaal Parlement de stemming van de Belgen die in het buitenland verblijven, probleemloos kan verlopen.

Volgens artikel 180 van het Kieswetboek geldt de stemplicht bij de federale parlementsverkiezingen ook voor de Belgen in het buitenland. Zij moeten zich evenwel bij iedere verkiezing laten inschrijven op de

kiezerslijsten. Het Kieswetboek bevat geen specifieke regels met betrekking tot vervroegde verkiezingen.

Moet deze kwestie volgens u via een wetgevend initiatief worden geregeld, of zal u het nodige doen om aan de aanbevelingen van de federale ombudsman tegemoet te komen?

02.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): In artikel 180bis, § 6, van het Kieswetboek wordt er verwezen naar artikel 106 van datzelfde wetboek. Artikel 106 heeft betrekking op de ontbinding van de Kamers en is van toepassing in geval van vervroegde verkiezingen. In dat geval wordt de lijst van de Belgische kiezers die in het buitenland verblijven, vastgesteld op de vijftiende dag vóór de dag van de verkiezing; alle verrichtingen met betrekking tot het inschrijvingsformulier voor de in het buitenland verblijvende Belgische kiezers moeten vóór die vijftiende dag vervuld zijn.

Voor de organisatie van de verkiezingen voor de Belgen in het buitenland is mijn ambtgenoot van Buitenlandse Zaken bevoegd. Net als u ben ik van oordeel dat wij deze procedure moeten verbeteren. Die kwestie zal onderzocht worden in het kader van de herziening van het Kieswetboek.

02.03 **Myriam Delacroix-Rolin** (cdH): Bij de verkiezingen van 13 juni jongstleden konden vele in het buitenland verblijvende Belgen hun stemrecht niet uitoefenen.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van mevrouw Kattrin Jadin aan de minister van Klimaat en Energie over "de mogelijkheid om in de Belgische kerncentrales robots in te zetten in het kader van een verscherpt veiligheidsbeleid ten aanzien van de nucleaire installaties" (nr. 3796)**

03.01 **Kattrin Jadin** (MR): De Amerikaanse autoriteit voor nucleaire veiligheid hield op 21 maart een vergadering over de lessen die kunnen worden getrokken uit de nucleaire crisis in Japan. Een van de conclusies was dat het aangewezen zou zijn om systematisch te voorzien in robots die kunnen worden ingezet als er zich een ernstig ongeval voordoet. Robots hebben het voordeel dat zij bestand zijn tegen straling. Frankrijk beschikt over een groot aantal robots. Japan noch de Verenigde Staten vonden het nodig om zich ermee toe te rusten.

Hebt u al kunnen nagaan of een dergelijk systeem werkbaar is voor België? Hoeveel zou dat kosten?

03.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): De kernindustrie maakt al lang gebruik van robots voor inspecties, inzonderheid op plaatsen waar inspectie door de mens niet wenselijk is.

België beschikt niet over robots voor interventies na een ongeval, maar die zijn er wel in Frankrijk. Op het Europese en internationale niveau bestaan er diverse hulpmechanismen waarop ons land een beroep kan doen bij een nucleaire ramp.

In de Europese Unie bestaat er ook een versterkt samenwerkingsmechanisme tussen de lidstaten, waarop in het kader van bijstandsinterventies eveneens een beroep kan worden gedaan voor derde landen, namelijk het mechanisme ter vergemakkelijking van versterkte samenwerking bij bijstandsinterventies in het kader van civiele bescherming (MIC). Dit mechanisme treedt echter enkel in werking in geval van een chemische, biologische, radiologische en nucleaire terroristische aanslag. Er bestaat dus geen bijstandsmechanisme wanneer er zich een nucleair incident voordoet als gevolg van natuurlijke omstandigheden.

Ik heb de Europese Commissie gevraagd om na te gaan of nucleaire incidenten kunnen worden opgenomen bij de voornaamste rampen, waarvoor er referentiescenario's worden opgesteld. Op grond daarvan zouden de lidstaten nagaan welke middelen en capaciteiten ze ter beschikking van de andere lidstaten kunnen stellen. Al die middelen zouden samen een soort virtuele gereedschapskist vormen, die reëel zou worden wanneer er zich een ernstig incident voordoet. De robots zouden deel kunnen uitmaken van die 'gereedschapskist'.

03.03 **Kattrin Jadin** (MR): We zouden dit systeem van naderbij moeten bekijken. Het werd al beproefd in Frankrijk en het zou de bestaande veiligheidssystemen kunnen aanvullen en de veiligheid van onze kerncentrale ten goede komen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer **Georges Gilkinet** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het veiligheidsrapport van de Franse Autorité de sûreté nucléaire, waarin gewezen wordt op een aantal veiligheidsproblemen in de kerncentrale te Chooz die het milieu kunnen bedreigen" (nr. 3824)

04.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): In haar jaarverslag 2010 over de nucleaire veiligheid in Frankrijk wijst de Franse Autorité de sûreté nucléaire (ASN) erop dat, wat het onderhoud en de vervanging van de componenten betreft, sommige operaties te laat zijn ingepland door EDF. Zo zouden vier kerncentrales er ten opzichte van 2009 op achteruit zijn gegaan met betrekking tot de exploitatieregels en de milieuzorg. Eén van die sites is de kerncentrale van Chooz, waar er volgens het verslag milieuproblemen rijzen.

Wat bedoelt de ASN precies wanneer ze het heeft over de vele voorvallen met betrekking tot het onderhoud, die herhaaldelijk aan het licht hebben gebracht dat er iets schortte aan de voorbereiding van de activiteiten en de bekwaamheid van de onderhoudsteams; de vervormingen van splijtstofelementen; de moeilijkheden bij het manipuleren van de splijtstof en de blokkering van regelstaven; de beslissingen inzake de uitstoot die niet volledig door de exploitant werden geïmplementeerd? Welke oplossingen werden er concreet uitgewerkt naar aanleiding van die vaststellingen?

Zullen de Belgische en Franse kernwaakhonden op korte termijn samenkomen om die problemen te bespreken? Zal de Belgische overheid worden betrokken bij de stresstest voor de kerncentrale van Chooz? Hoe vaak heeft de lokale informatiecommissie van Chooz sinds 2009 vergaderd? Welke Belgische lokale overheden werden er op die vergaderingen uitgenodigd? Waren ze daadwerkelijk aanwezig? Wanneer vindt de volgende vergadering plaats?

04.02 Minister **Annamie Turtelboom** (Frans): Een Frans-Belgische werkgroep met betrekking tot de veiligheid van de nucleaire installaties zal op 27 mei 2011 in Parijs bijeenkomen en de situatie in Chooz bespreken. Beide veiligheidsinstanties hebben een samenwerkingsovereenkomst gesloten.

De vertegenwoordigers van de twee veiligheidsinstanties ontmoeten elkaar geregeld op Europese en internationale fora. Op dit niveau wordt het concept van stresstests voor de kerncentrales nader uitgewerkt. De deelname van inspecteurs van het FANC aan inspecties van de ASN is een gangbare praktijk. In 2010 werd de centrale Chooz-B twintig keer geïnspecteerd, waarvan twee keer onaangekondigd. De rapporten met betrekking tot die inspecties worden op de website www.asn.fr gepubliceerd.

De centrale beschikt over twee maanden om de opmerkingen te beantwoorden en een overzicht te geven van de maatregelen die ze genomen heeft. Het jaarverslag van de ASN bevat een beknopte toelichting per Franse kerncentrale. De kerncentrales die over de grens liggen, vallen niet rechtstreeks onder mijn bevoegdheid.

Om de internationale samenwerking en de transparantie te versterken, vinden er, parallel met de vergaderingen van de Frans-Belgische werkgroep, ook bijeenkomsten plaats van de werkgroep inzake de internationale verdragen inzake nucleaire veiligheid. De vijfde evaluatievergadering van het Verdrag inzake Nucleaire Veiligheid zal deze maand in Wenen plaatsvinden. De kwestie van het onderhoud van de Franse kerncentrales komt aan bod in het nationaal rapport dat de Franse autoriteiten hebben opgesteld met het oog op deze evaluatie (dat verslag staat eveneens op de website van de ASN).

De vervorming van bepaalde onderdelen van de gebruikte brandstofassemblage, waardoor een controlestaaf klem kwam te zitten, werd besproken op de vorige vergadering van de Frans-Belgische werkgroep.

Het FANC maakt geen deel uit van de lokale informatiecommissie van Chooz. De gouverneur van de provincie Namen en de burgemeesters uit de omgeving zijn wel lid van die commissie.

04.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Ik betreur uw gebrek aan precisie. In het rapport van de ASN wordt er nochtans gewag gemaakt van welbepaalde onderhoudsproblemen, mechanische problemen en uitstootproblemen. Het feit dat de Frans-Belgische werkgroep pas op 27 mei bijeenkomt, vind ik eveneens zorgwekkend.

Ik was geschokt door de uitlatingen van de beheerders van de centrale van Chooz in de pers: volgens hen is van de trap vallen kennelijk het grootste risico dat de werknemers lopen.

Blijkbaar zijn de Belgische autoriteiten niet vaak aanwezig op de vergaderingen van de lokale informatiecommissie van Chooz, terwijl deze kwestie toch ook tienduizenden landgenoten aangaat.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Laurent Devin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de veiligheidsmaatregelen tijdens de play-offs en het KB ter bestraffing van amokmakers tijdens voetbalwedstrijden" (nr. 3825)

05.01 Laurent Devin (PS): De play-offfase is net begonnen. De grote clubs en de supportersgroepen zullen elkaar in een gespannen sfeer ontmoeten.

Welke specifieke veiligheidsmaatregelen worden er genomen voor deze eindfase van het kampioenschap? Werd het koninklijk besluit met betrekking tot de sancties voor amokmakers tijdens voetbalwedstrijden reeds uitgevaardigd? Mensen met een stadionverbod moeten zich aanmelden op het dichtstbijzijnde politiebureau: het dichtst bij hun woonplaats of het dichtst bij de club waar ze niet meer welkom zijn? Hoe lang blijft die sanctie gelden? Is een vakantie in het buitenland bijvoorbeeld een geldige reden om zich niet aan te melden?

05.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Zodra de competitiekalender vastlag, heeft de Voetbalcel vergaderingen belegd met de clubs en de betrokken politiediensten om de veiligheid tijdens de play-offs te coördineren. Op die wijze staan de politiediensten en de clubs voortdurend in contact met elkaar.

Het desbetreffende koninklijk besluit is nog niet in werking getreden, en er werd voor geopteerd om voorrang te geven aan de uitvoering van de 'voetbalwet'.

Wie zich op een politiekantoor moet aanmelden, moet dat bij elke wedstrijd van zijn club doen, ten vroegste 45 minuten na het begin van de wedstrijd en ten laatste voor het einde van de match. Het gaat daarbij om een politiekantoor in de buurt van de woon- of, in voorkomend geval, verblijfplaats van de supporter. Er zal een bewijs worden afgeleverd dat de betrokkene zich heeft aangemeld.

Er is in een procedure voorzien voor de gevallen waarin de betrokkene een geldige reden voor zijn afwezigheid, zoals vakanties, kan aanvoeren.

De administratieve verplichting om zich aan te melden op het politiebureau geldt voor maximaal drie maanden.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Laurent Devin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de bekeuring van politieagenten tijdens het vervullen van hun opdracht" (nr. 3826)

06.01 Laurent Devin (PS): Sommige politieagenten gebruiken hun eigen auto bij de uitoefening van hun ambt. Aangezien er voor veel parkeerplaatsen parkeergeld gevraagd wordt, moeten de politieagenten om het uur de parkeermeter bijvullen, omdat er bij sommige parkeermeters na twee uur geen kleingeld meer kan worden bijgestoken.

Bent u op de hoogte van dat probleem, dat zich trouwens eveneens voordoet met de parkeerschijf, waarmee men ook maar gedurende een beperkte tijd mag parkeren? Zo ja, heeft u nagedacht over oplossingen? Zou er geen speciale kaart kunnen worden gecreëerd voor de politieagenten die hun eigen voertuig gebruiken tijdens de dienst?

06.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Ik ben op de hoogte van het probleem, dat zich met name in de politiezone Brussel-Noord en bij de FGP Brussel voordoet. De betrokken politieagenten zijn, net als gewone burgers, verplicht om een retributie te betalen als ze hun auto op de openbare weg parkeren.

De inning van de parkeerretributie valt niet onder mijn bevoegdheid. De betrokken politiekorpsen moeten zich

tot het gemeentebestuur wenden om een oplossing. Rechercheurs die in het kader van een interventie of voor een verhoor parkeerkosten maken, krijgen die kosten vergoed.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.53 uur.